

2
0
0
6

DU "*JE*" AU "*NOUS*"

1^{ère} partie d'une réflexion sur la création du lien social

Synthèse des travaux menés durant l'année scolaire 2007-2008 par les membres
du
Club de Citoyens des A.I.L. de Ste Anne – Marseille 8^{ème}

Les A.I.L. de Sainte Anne adhèrent à la
Fédération des Amis de l'Instruction Laïque des Bouches du Rhône,
Ligue de l'enseignement.

Nous n'irons pas au but, un par un mais par deux.
Nous connaissant par deux, nous nous connaissons
tous,
Nous nous aimerons tous, et nos enfants riront
De la légende noire ou pleure un solitaire.

Paul Eluard (*Le temps déborde*)

Nous vivons tous ici bas, à bord d'un navire parti d'un port que nous ne connaissons pas, et voguant vers un autre port que nous ignorons ; nous devons avoir les uns envers les autres l'amabilité de passagers embarqués pour un même voyage.

Fernando Pessoa

Un homme seul est toujours en mauvaise compagnie .

Paul Valéry

Avant que nous lier il nous faut mieux connaître

Molière (Misanthrope)

Le besoin rapproche naturellement les hommes, les lie, les réconcilie.

La Bruyère – Confessions

La société est l'union des hommes, et non pas les hommes ; le citoyen peut périr et l'homme rester.

Montesquieu – Esprit des lois – X . III

Une société est un être vivant, mais qui se distingue des autres en ce qu'il est avant tout constitué par une conscience. Une société est une conscience vivante, ou un organisme d'idées.

A. Espinas – Des sociétés animales (1878)

Chaque être vivant, chaque individu, chaque tendance s'efforce de rompre ou de désagréger le puissant appareil d'abstractions, le réseau de lois et de rites, l'édifice de conventions et de consentements qui définit une société organisée.

Paul Valéry (Regards sur le monde actuel)

DU "JE" AU "NOUS"

"Il y a deux façons de se perdre : par ségrégation, muré dans le particulier et par dilution fondu dans l'universel" (Aimé Césaire)

Si, se référant à nos travaux de l'an passé, on considère l'immense rupture économique, politique et culturelle, que produit la mondialisation en imposant aux citoyens de "s'adapter" et "obéir" aux injonctions anonymes des marchés, construisant ainsi un homme " mondial", vidé de culture, de sens et de conscience de l'autre, cette dilution redoutée par le poète peut bien être une des conséquences de la mondialisation réduite à un échange de biens.

Parallèlement, A. Césaire signalait le péril des replis communautaires, des tendances affichées et entretenues du chacun pour soi dont relève l'idéologie du "*travailler plus pour gagner plus*" lorsqu'elle ne se soucie guère de savoir si cette possibilité est accessible à tous.

Ainsi à la fracture sociale présente et dénoncée depuis plus d'une décennie, s'ajoute une fracture culturelle et civique. La devise "Liberté, Égalité, Fraternité" de notre République paraît oubliée. Or "*avant de faire la République, il faut faire société*" comme le formulait déjà au début du XX^{ème} siècle le sociologue Emile Durkheim.

Face à ces constats les membres du club de citoyens de Sainte Anne ont chercher à répondre à "Comment faire société ?"

La mécanique qui allait tant bien que mal son erre, semble se gripper depuis quelques décennies, malgré un apparent apaisement des conflits idéologiques ; lois, règlements instaurent un état de droit, sous l'égide de la Démocratie. D'où provient alors ce sentiment de délitement du lien social qui parcourt nos sociétés ?

Les inégalités sociales excluent durablement des pans entiers de notre société. La crise de la démocratie participative révèle d'autres formes de désintérêt pour le chose publique et donc d'exclusion plus ou moins choisie volontairement. Les cellules de bases elles-mêmes, comme la famille ou l'école, semblent ne plus remplir leur fonction d'intégration mais au contraire devenir, dans le meilleur des cas, des lieux du repli sur soi. Les lieux qui faisaient lien, comme les syndicats, les églises, les associations sont désertés ou deviennent seulement lieux de consommation.

Comment faire société dans ce monde obscur décrit par un homme de théâtre comme celui "*où l'air se raréfie où la parole n'a plus de valeur, où ceux qui proviennent des grands peuples de l'oralité sont chassés comme des chiens errants parce qu'ils n'ont pas de papiers, après que l'on ait sucé le sang de leur terre.*"

Comment faire société alors que comme le pointait encore récemment un rapport du Conseil d'analyse économique "*la ségrégation urbaine porte en elle une dislocation de la cité, par rupture d'égalité dans les espaces sociaux que sont au premier chef le travail, mais aussi l'école, le logement et les équipements collectifs ; elle a pour symptômes visibles la souffrance des populations défavorisées, leur stigmatisation, les tensions multiples entre personnes et groupes sociaux*"

La construction de rapports humains qui a permis aux hommes à travers leur longue histoire de trouver dans l'autre un allié pour aller de l'avant, fût-ce en s'opposant à d'autres, semble vaciller. Nous pensions aller vers plus de civilisation et nous découvrons que c'est vers plus de barbarie que nous sombrons, si la civilisation c'est bien la mise en commun des diverses ressources humaines et d'abord des ressources immatérielles par l'exigence de solidarité et d'intérêt commun qui lie les uns aux autres.

Passer du "ressenti" impressionniste aux faits est d'autant moins aisé que le sujet touche à toutes les composantes de notre humanité, nos discussions ont donc été parfois difficiles, voire houleuses, mais enrichissantes. Nous en rendrons compte selon le plan suivant :

- I - Quelques précisions linguistiques sur un vocabulaire de base
- II - Pourquoi aujourd'hui cette interrogation ? Une sorte d'état des lieux
- III - Comment un individu devient-il un être social ?
- IV - Quelles sont selon notre analyse les valeurs constitutives pour « faire société » ?
- V - Le lien social : évolution historique ; différents lieux de création du lien social

Tout dialogue constructif supposant que chacun entende de la même façon les mots employés, nous avons donc jugé utile de préciser le sens de certains mots qui à force de passer dans le langage courant gagnent parfois en ambiguïté. Ceci nous est apparu particulièrement nécessaire pour les mots société, solidarité, individualisme, communautés, communautarisme, mentalités.

I – Quelques précisions linguistiques, pour éviter quelques malentendus :

La Société est une réunion d'hommes, d'animaux vivant en groupes organisés, donc un groupe de personnes ayant une forme de vie commune ; et dans ses acceptions particulières, en droit, c'est un sujet créé en vue de remplir des objectifs économiques ou sociaux précis, constitué par plusieurs personnes et pouvant disposer de la personnalité juridique ; en sociologie le mot désignera plutôt l'ensemble des individus vivant dans le cadre d'un pays ou plus largement appartenant à une civilisation donnée, tandis que pour un ethnologue ce sera d'abord un groupe humain organisé et cohérent partageant une culture, des normes et des valeurs communes.

En sciences humaines, en général, le terme de société se rapporte à l'ensemble des mœurs et des coutumes partagés par une population comme les choix d'organisation (on parlera de société égalitaire, totalitaire, permissive, religieuse, laïque ...), ou ses rapports à l'altérité (société fermée, ouverte, accueillante...).

- Si une société c'est un peuple, constatons que cette assertion recoupe trois notions (au moins) : une communauté d'individus partageant un même territoire, unis par certaines caractéristiques, un ensemble d'humains constitué en Etat ou Nation, et soumis à un gouvernement, un ensemble de personnes de condition modeste opposé à l'ensemble d'un groupe de privilégiés (de la fortune ou de l'éducation, par exemple).

- Si une société est une juxtaposition de pouvoirs qui se contrôlent et s'équilibrent, on peut constater que face aux trois pouvoirs traditionnels, judiciaire, législatif, exécutif, hypothétiquement soumis au quatrième pouvoir que constitueraient les médias, est en train de naître un cinquième pouvoir, susceptible de beaucoup plus d'indépendance qui serait constitué par la sphère des citoyens "fédérés dans les nouvelles technologies" et utilisateurs de ces nouveaux moyens de communication que permet l'Internet.

L'appartenance à un clan, une bande, le partage de lieux communs ne suffit plus à définir une société, au moins depuis le Siècle des Lumières. Un partage de valeurs ou de "privilèges" non plus. Encore faut-il que ces valeurs ou ces "privilèges" soient susceptibles d'être bénéfiques à l'ensemble du corps social et non apanage d'une partie de celui-ci (par exemple ceux liés à la notion de couple, comme l'a révélé la discussion du PACS).

A contrario, une dégradation du sentiment d'appartenir à une société aggrave les isolements et les problèmes économiques et psychiques qui en découlent, réduit à minima les interactions dans l'espace public, rigidifie le lien social, le réduisant au respect de la loi, quand on ne peut plus la contourner.

La Solidarité : C'est la relation qui unit des personnes ayant conscience d'une communauté d'intérêts entraînant pour un élément du groupe l'obligation morale de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance. Le mot renvoie à sa racine de solide qui en physique désigne un corps dont les molécules sont très rapprochées et vibrent avec une très faible amplitude autour de leur position d'équilibre (Robert), ou à sa racine latine du verbe *solidare* : rendre solide, affermir, donner de la consistance.

Le père de la sociologie Émile Durkheim distingue deux types de solidarité qui induisent deux types de sociétés :

sociétés traditionnelles	sociétés modernes
solidarité mécanique	solidarité organique
Les membres de la société sont peu spécialisés et peu différenciables par leurs fonctions	Les membres de la société sont spécialisés (division du travail social) et sont en situation d'interdépendance

La Solidarité mécanique repose sur des liens sociaux entre individus partageant des valeurs communes ; la cohésion sociale y est caractéristique d'une société connaissant une très faible division du travail comme dans les sociétés primitives ; les activités, les valeurs sont les mêmes pour tous les individus ou presque, ce qui les unit mécaniquement les uns aux autres. Les valeurs s'imposent aux individus et l'attachement des individus au groupe est fort. L'individualisme y est donc faible, voire très faible, et ressenti comme une menace pour la solidité de la société.

La Solidarité organique est entretenue par des liens sociaux entre individus aux fonctions complémentaires ; la société connaît une forte division du travail, comme dans les sociétés industrielles ; les activités exercées par les individus, leurs fonctions, sont souvent différentes les unes des autres et nécessaires les unes aux autres : leur complémentarité fonde la cohésion sociale. Ce sentiment de solidarité ne s'impose pas de lui-même mais par l'action de groupes spécialisés (corporations, etc.) qui déterminent des règles sociales acceptables pour tous. La diversité des activités, des fonctions, des valeurs, favorise l'existence de personnalités diverses, l'individualisme est possible (les individus se différencient les uns des autres) et même encouragé.

Pour Durkheim, les sociétés évoluent d'une cohésion sociale fondée sur la solidarité mécanique à une cohésion sociale fondée sur la solidarité organique : croissance de la population, amélioration des communications etc. imposent la spécialisation des individus. Les liens sociaux se nouent à travers les échanges, un sentiment de solidarité peut donc apparaître fondé sur la reconnaissance de la complémentarité entre individus spécialisés. L'individualisme peut s'exprimer; la panoplie des comportements laisse une plus grande autonomie aux individus. Ce serait la nature du droit qui informerait du type prédominant de solidarité dans une société donnée. La prédominance d'un droit répressif (qui inflige une peine au criminel qui a offensé la société) signerait une société à solidarité mécanique; tandis que l'existence d'un droit restitutif (qui remédie au défaut de coopération entre individu en "réparant", par exemple par des dommages et intérêts), marquerait une société à solidarité organique ; le criminel n'a offensé que des individus non l'ensemble de la société.

Dans notre société la solidarité mécanique n'a pas forcément disparu sous prétexte que nous sommes dans des sociétés modernes. Mais une société moderne, marchande, axée sur la consommation, engendrant autant d'injustices, ne profite guère de la complémentarité. Ce serait pourtant une erreur de croire que c'est l'État qui serait l'organisateur du lien social alors qu'il s'agit seulement d'une lente évolution structurelle.

La cohésion sociale n'est que l'état d'une société dont les membres sont unis par des valeurs communes ou des règles de vie communes acceptées par tous. Elle manifeste l'existence d'un groupe fortement solidaire et intégré, partageant des buts communs, aux individus attachés entre eux et au groupe. Cette cohésion favorise donc l'intégration des individus, c'est à dire la participation à un réseau de relations sociales qui confère aussi une identité propre.

Mais dans la mesure où elle implique "esprit de discipline", respect des valeurs et normes communes est-elle compatible avec une société individualiste valorisant la liberté et l'autonomie des individus ? Vouloir la société comme un ensemble cohérent, intégré, ne minore-t-il pas le rôle des conflits sociaux inhérents à toute société ? Dans une société multipolaire, aux multiples références culturelles, avec un accès au travail aléatoire, alors qu'il assurait depuis deux siècles l'intégration et la cohésion sociale, qui peut désormais assurer cette fonction ?

L'individualisme : Il s'agit ici d'une conception politique, sociale et morale qui tend à reconnaître et à privilégier les droits, les intérêts et la valeur de l'individu par rapport à ceux du groupe et de la communauté. En politique ce sera une *"théorie ou une tendance visant au développement des droits et des responsabilités de l'individu"* (Robert). En sociologie, une *"théorie qui cherche à expliquer les phénomènes historiques et sociaux par l'action consciente et intéressée des individus"* (ibidem). L'individualisme implique l'autonomie individuelle face aux diverses institutions sociales et politiques qui exercent sur lui certaines règles. Il s'oppose ainsi à l'obligation du groupe envers lequel l'individu a des devoirs.

On ne peut donc confondre individualisme et égoïsme. L'égoïste *"subordonne l'intérêt collectif à son propre intérêt"* (ibidem) alors que l'individualiste prend en compte l'intérêt des individus ; la participation à une organisation n'est pas incompatible avec le principe d'individualisme qui repose sur deux principes : la liberté individuelle (en droit l'exigence de se préoccuper en premier lieu de la condition des individus avant celle de la société elle-même), et l'autonomie morale (chaque individu

se doit de mener une réflexion individuelle, sans que ses opinions soient dictées par un quelconque groupe social).

L'individualisme définit le processus au cours duquel l'individu s'affranchit des règles et des valeurs issues de la conscience collective, sans pour autant les nier. En ce sens, il est émancipation.

La montée de l'individualisme dans les sociétés modernes met-elle en danger la démocratie en négligeant la citoyenneté ? Pour Tocqueville si l'individualisme peut naître de la démocratie, il peut aussi bien la mettre en péril.", or la démocratie brise les liens de dépendance entre individus et entretient l'espérance raisonnable d'une élévation du bien-être ce qui permet à chaque individu ou à chaque famille restreinte de ne pas avoir à compter sur autrui, donc la société démocratique peut conduire à l'abandon de leur liberté par ses membres aveuglés par les bienfaits qu'ils attendent de toujours plus d'égalité. Pour notre penseur, la restauration des corps institutionnels intermédiaires (associations politiques et civiles, corporations, etc.) permet de dépasser ce paradoxe. Seules ces instances qui incitent à un renforcement des liens sociaux, peuvent permettre à l'individu isolé face au pouvoir d'État d'exprimer sa liberté et ainsi de résister à ce que Tocqueville nomme "*l'empire moral des majorités*".

L'individualisme représente-t-il un danger pour la cohésion sociale comme le pensait Durkheim en témoin du déclin de la société traditionnelle rurale et paysanne et de certaines institutions comme l'Église, dans la mesure où elle aboutit à une remise en cause des valeurs et des normes communes, au risque de rejet de ce qui est imposé par d'autres ? Sonne-t-il le glas du changement social quand l'action collective n'est plus perçue comme nécessaire ? Explique-t-il la fatigue d'être soi ou la crise de l'être moderne, quand l'individu gagne en liberté mais perd en solidité et en certitude, fragile et inquiet de sa responsabilité dans la construction de sa vie ?

Avec la Renaissance, avait émergé un nouvel art de vivre, de concevoir sa destinée, de maîtriser sa vie en être libre et responsable. En entrant dans l'ère moderne l'individu s'affranchissait lentement des normes de la religion, de la tutelle de l'État, du travail, de la famille ; face à lui-même et à sa destinée il devenait "*un citoyen orphelin de père, de prince et de Dieu*" (C.Delsol).

La montée de l'individualisme se confirme avec l'avènement de la société industrielle et au cours du XX^e siècle, en particulier dans la décennie des années soixante qui renforce le libéralisme culturel et la permissivité de la société, avec ce symbolique mai 68. L'observation d'une généralisation de l'individualisme conduit de nombreux philosophes et sociologues à parler de sociétés désormais post-modernes, où l'individu devient le centre de l'organisation de la société (avec le développement du droit des personnes, l'affirmation des réseaux sociaux au détriment des groupes sociaux, etc.)

Quelques indicateurs pourraient nous aider à observer cette montée de l'individualisme.

Pour la crise de la citoyenneté, sans réduire pour autant la vie démocratique au calendrier électoral, on peut utiliser la hausse du taux d'abstention lors des consultations électorales.

Pour la crise du lien social, la montée des incivilités, le moindre respect du code de la route, par exemple, pourraient être révélateurs, sans négliger le fait qu'elle est aussi une destruction créatrice de nouvelles valeurs et normes.

Pour la crise de l'action collective la diminution du nombre de conflits du travail pourrait être un signe mais l'individualisme n'est pas un simple isolement ou ne relève pas que de l'intérêt corporatiste : comme vecteur d'émancipation, il est aussi moteur de mouvements sociaux, de revendications collectives et mobilisatrices, comme a pu l'être le mouvement féministe, porteur de changements et de ruptures majeures dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Pour la crise de l'être moderne, la montée du stress, des divers troubles psychologiques, pourrait aussi être la signature de cet individualisme en perte de repères.

A côté de ces indicateurs, dont la signification n'est pas toujours univoque, on peut proposer d'autres approches, mais qui restent très parcellaires :

Des enquêtes de l'INSEE recensent les temps de sociabilité des français (nombre de personnes rencontrées en une journée, temps consacré à la discussion, nombre de sorties collectives, etc.). Elles renseignent sur le degré d'intégration des personnes et peuvent aussi "mesurer" l'individualisme entendu comme un repli sur soi. On peut utiliser des données de consommation, notamment les consommations de loisirs, pour montrer les évolutions des pratiques individuelles et des pratiques collectives, ou utiliser les statistiques portant sur l'adhésion à des associations.

Cependant ne retenir que les dangers qui accompagnent la montée de l'individualisme à travers les crises de nos sociétés modernes, voire leur déclin annoncé, serait oublier que l'individualisme est aussi

un facteur de dynamique et de construction d'une nouvelle société : la liberté ne s'oppose pas à la solidarité, l'autonomie ne conduit pas à l'isolement. Ce serait négliger le fait que pour les sociologues ce concept désigne un processus, un mouvement, caractéristique des sociétés modernes démocratiques.

Communautés : Au sens étymologique originel : *cum munus* la communauté est un groupe de personnes qui partagent ("cum") quelque chose (*munus*) – une fonction, une obligation, une dette, un bien, une ressource. Le mot est apparenté à communal, état ou caractère de ce qui est commun. Même s'il existe plusieurs types de communautés, on parle généralement de communautés humaines, que ce soit dans un sens historique ou sociologique.

C'est aussi un concept du droit français qui désigne un collectif de personnes possédant et jouissant de façon indivise d'un patrimoine en commun. Par extension, la communauté désigne uniquement les biens qui sont communs entre plusieurs personnes, sans évoquer l'existence d'une personnalité juridique commune. Bien que nos sociétés aient presque partout remplacé les communautés par des formes sociétales d'association, le terme de communauté ou ses équivalents corps ou ordre, conserve toujours un sens juridique, administratif et politique précis, par exemple pour les copropriétés, les communes, les professions organisées en ordre, les corps de la Fonction publique, les familles, les congrégations religieuses, et bien sûr les diverses doctrines communistes.

La Société à laquelle nous appartenons et que la sociologie se propose d'étudier, est à proprement parler une communauté : une mise en commun de ressources, de droits et de devoirs, d'un minimum de principes moraux, de règles et de lois, de culture, de valeurs.

Dans son usage actuel le plus courant, dans les débats sur les minorités ou le communautarisme par exemple, le mot communauté évoque des collectivités historiques ou culturelles considérées isolément de la communauté nationale à laquelle ils appartiennent, et plus largement tout ensemble de personnes partageant un certain nombre d'intérêts communs et souhaitant favoriser leur expression, au risque de réduire leur intérêt à ceux de cette société en réduction (on parlera en ce sens de communauté "gay"). *"La communauté n'est pas une propriété, un plein, un territoire à défendre et à isoler de ceux qui n'en font pas partie. Elle est un vide, une dette, un don (tous sens de munus) à l'égard des autres et nous rappelle aussi, en même temps, à notre altérité constitutive d'avec nous-mêmes."* (R. Esposito)

Communautarisme : Le mot très couramment utilisé dans les débats depuis les années 1980, n'a pourtant fait son entrée que récemment dans les dictionnaires. Comme beaucoup de termes en *isme*, il est généralement utilisé avec une intention critique, avec le sous-entendu qu'il est porteur d'une idéologie (dans une époque qui se voudrait sans idéologie).

Le Larousse (édit. 2004) le définit comme toute conception faisant prévaloir l'organisation de la société en communauté sur l'exigence d'assimilation des individus selon des règles et un modèle équivalents pour tous après avoir fait référence à une tendance du multiculturalisme américain qui met l'accent sur la fonction sociale des organisations communautaires.

Taguieff, dans un article du Figaro, en propose deux définitions possibles, renvoyant chacune à une opposition, mais toutes deux idéologiques et négatives. Le communautarisme renverrait d'abord à "toute forme d'auto-centration de groupe, impliquant une auto-valorisation et une tendance à la fermeture sur soi" ; en ce sens, il s'oppose à l'individualisme et à l'ouverture aux autres. Mais le concept désignerait aussi "une idéologie dont la fonction serait de légitimer la reconstruction de groupements d'individus selon leurs origines, précisément des "communautés", et dans un espace politique post-communautaire" ; en ce sens, il s'oppose à "nationalisme" et constituerait une contestation interne de la construction nationale.

Dans le débat actuel sur l'intégration, le terme fonctionne aujourd'hui de façon fortement polémique et a presque toujours un sens péjoratif. En conséquence, peu se réclament du communautarisme, et le mot devient un outil contre ceux qui combattent les groupes qu'ils soupçonnent, voire accusent, de « communautarisme », estimant par là que ces groupes refusent de faire société avec celle qui est là (sous-entendu de tout temps) et menacent donc son intégrité. Ils s'appuient pour cela sur une conception de la nation liée à notre histoire et foncièrement différente de la conception américaine ou britannique. Le communautarisme, souvent confondu avec le multiculturalisme, serait donc incompatible avec la République.

Mentalités : En mettant le mot au pluriel, nous entendons une pensée qui cette fois est collective puisque pour un sociologue c'est l'ensemble des habitudes d'esprit et des croyances profondes qui caractérisent une collectivité et sont communes à chacun des individus qui la composent. Parler de "la mentalité de l'homme moderne", en comparaison de la "mentalité grecque" ou de "la mentalité traditionnelle" c'est souligner le fait qu'il existe une pensée collective qui possède des caractéristiques définies et qui induisent un certain nombre de comportements. La différence des mentalités est très sensible dans le temps et elle s'accroît avec la durée. Elles varient aussi considérablement, géographiquement, d'une civilisation à une autre et sont souvent source d'incompréhension mutuelle. Les mentalités sont donc constitutives d'une société à un moment donnée de son histoire. Cette constituante de nos sociétés que nous avons tendance à considérer comme pérenne, et elle l'est à peu près à l'échelle générationnelle, est donc constamment en évolution.

Les mentalités sont confortées par les traditions. Dans le tourbillon de l'actualité et de l'éphémère, on cherche ce qui mérite d'être perpétué, ce qui donne leur valeur aux traditions qui symbolisent un ancrage dans notre passé, seule certitude par rapport à un avenir forcément incertain. Pourtant on ne peut qu'être frappé par la relativité des représentations humaines : nos prédécesseurs avaient d'autres croyances, une autre morale, d'autres sentiments, une tout autre perception du temps, une représentation de la famille, de la société, de leur propre corps et, par-dessus tout, de valeurs différentes des nôtres.

Dans le domaine social où s'inscrit l'être humain, rien n'est éternel, universel et tout s'inscrit dans une histoire que nous avons beaucoup de mal à remonter, puisque cela exige d'oublier ce que nous sommes au présent en nous glissant dans la peau de ceux qui nous ont précédés, de revoir par leurs yeux, de penser à travers leurs mentalités.

Pensons par exemple comment les notions de bien public, de patrie et plus concrètement et plus immédiatement perceptible, de famille ont évolué sur les cinquante dernières années. Nous pourrions croire que le sentiment d'attachement à la valeur "famille" a toujours existé. Mais les études infirment cette perception. Le concept "d'enfance" est d'apparition récente, et celui d'adolescence quasiment contemporain. Au Moyen-âge, la vie de l'enfant était considérée à la manière dont nous considérons aujourd'hui le fœtus, c'est-à-dire avec des ambiguïtés. L'attrait contemporain pour les valeurs "plage" et "montagne" est tout à fait récent, car nos prédécesseurs en avaient plutôt une image négative : l'océan faisait peur et la montagne était pour eux une masse imposante et en partie impénétrable (la première "ascension", celle du Mont Aiguille et de ses modestes 2097 m, ne date que de 1492, l'année même où Colomb bravait l'Atlantique ! et il fallut que Charles VIII l'exigeât du téméraire Antoine de Ville afin de prouver que les êtres malfaisants qui peuplaient ces sommets n'étaient que des chimères.)

II - Pourquoi s'interroger aujourd'hui sur le lien social ? État des lieux

Notre pays n'est plus celui qu'ont connu nos ancêtres, ni même celui qui nous a vu naître. La France a changé dans un monde qui a changé et vu tomber certaines de ses frontières. De nouvelles richesses sont à notre disposition, mais très inégalement. De nouvelles libertés se sont imposées, mais pas pour tous. La fraternité semble rangée au grenier des idéaux révolutionnaires.

Si nos édifices arborent toujours la devise républicaine, il serait légitime de s'interroger sur sa mise en pratique, pour essayer de comprendre comment il demeure possible de faire société dans un pays traversé par de multiples inégalités qui sont désormais vécues différemment parce que nos exigences ont, très naturellement et très légitimement, changé. Cette interrogation renvoie au contrat social qui fonde les droits et les devoirs, les modes de participation et de représentation démocratiques, mais permet aussi d'évaluer l'impact des politiques publiques en matière d'éducation, de travail, de logement, de santé... Une société intégrée étant, au final, une société où le sentiment d'appartenance collective est fort. La communauté nationale n'existe que si elle est ressentie comme telle par l'ensemble de ses constituants, si elle manifeste la volonté de prendre en compte ceux qui s'en trouvent exclus, économiquement, culturellement, physiquement, et si elle réussit à le faire.

La persistance des inégalités et leur concentration (cumul des déficits culturels, sociaux et économiques pour certaines personnes et certains groupes) entraînent "*résignation et renoncement à*

toute participation sociale, ou révolte". Un chômage massif et une précarisation croissante constituent *"l'axe central de la désintégration sociale"*. Le fossé entre les plus riches et les plus démunis ne cesse de se creuser tandis que simultanément les classes moyennes "oubliées et précarisées" se sentent glisser vers la catégorie des défavorisés. Le monde produit toujours plus de richesses mais elles profitent toujours moins à la très grande majorité.

Mais les inégalités ne sont pas que d'ordre économique et ne peuvent toutes être traitées de la même façon. Elles sont certes perçues d'abord comme de nature économiques (revenus, situation professionnelle), mais elles sont liées aux classes sociales, à l'âge, au sexe, à la nationalité et sont fonction des espaces sociaux (lieux d'habitat, entourage et relations). Toutes sont plus ou moins cumulables et conduisent peu ou prou d'abord à la marginalisation puis à l'exclusion.

Pouvons-nous nous satisfaire d'une société éclatée ou devons-nous agir pour rechercher par un consensus social des solutions à une situation qui n'est pas irrémédiable ? On peut donc s'interroger sur la légitimité d'un concept comme celui d'égalité des chances qui, apparu avec les idées libérales, peut assez aisément servir de justification à un état d'inégalités en nous faisant glisser du constat à une soumission à celui-ci et n'aboutirait qu'à quelque pansement ou sédatif pour éviter les effets trop criants de ces inégalités, regrettées moralement, justifiées sociologiquement et économiquement.

Les inégalités économiques reposent sur la disparité excessive des salaires, donc d'abord du travail, et plus généralement des revenus, mais aussi sur celle du patrimoine reçu et transmis le tout plus ou moins rééquilibrée par le système fiscal (I.R, droits de succession).

Autre élément à prendre en compte pour analyser les inégalités : la mobilité sociale, qu'il s'agisse de parcours individuel ou intergénérationnel, c'est-à-dire des possibilités pour un individu de progresser économiquement et socialement au cours de sa vie et l'espoir qu'il peut avoir de voir ses enfants évoluer par rapport à lui-même.

La pénibilité professionnelle est un élément supplémentaire à évoquer ; elle s'accroît gravement depuis quelques années, ce qui est dû au stress professionnel (hiérarchisation, rentabilité, concurrence, incertitudes de l'emploi, répartition du temps de travail), mais aussi à l'utilisation de substances nuisibles pour la santé. Ainsi voit-on s'accroître les maladies professionnelles, alors même que toutes ne sont pas reconnues comme telles. La fatalité du sort des hommes, leur résignation, ont heureusement évolué.

A ces **inégalités** plus ou moins pérennes s'ajoutent des inégalités plus récentes comme la stabilité dans une profession, la précarité de l'emploi, situation nouvelle faisant obstacle à la fois l'attachement à son métier et à son entreprise. Les liens qu'on y tissait, la fonction qu'on y exerçait et permettait une certaine reconnaissance sociale assuraient jadis une intégration sociale qui se faisait naturellement par le travail, désormais bien défaillante à part quelques grands secteurs de l'activité économique (SNCF, EDF ...), lieux où précisément persistent une certaine présence syndicale et un engagement collectif à contrer les injustices sociales liées au travail. Ceux qu'un discours néo-libéral range dans la catégorie des secteurs protégés et "privilegiés".

On constate que la société française ne forme pas un ensemble uniforme mais bien au contraire est stratifiée, segmentée, hiérarchisée et conflictuelle. Elle est constituée de groupes sociaux, de catégories professionnelles, **de classes sociales aux intérêts antagoniques**. La connotation attachée au terme de classe sociale rend délicat l'usage de ce dernier concept chargé de sous-entendus. Les sociologues devraient pouvoir nous dire si ces classes s'expriment par des affrontements (la lutte des classes), ou par absence d'un tel constat en déduire que nous vivons dans un pays apaisé. Resterait aussi à voir s'il existe au moins un vote de classe ou si l'expression démocratique permet de dépasser désormais cette forme pacifiée de l'affrontement.

Il semble pourtant au moins évident que les classes telles qu'elles ont été définies dans le passé ont été restructurées et peuvent difficilement être réduites à la dichotomie marxienne : possesseurs de leur outil de travail opposés à ceux qui n'ont que leur force à vendre. Le PDG de France Telecom ou de Vivendi serait ainsi à ranger dans la catégorie des exploités tandis que le paysan creusois ferait partie de la classe des exploités. Le simple constat de la place prise dans nos sociétés post-industrielles par les fonctions de services obligerait déjà à repenser cette dichotomie quelque peu manichéenne si l'on veut vraiment s'interroger sur les fractures qui déchirent notre tissu social.

Il a été encore relevé que la classe ouvrière se distingue de la catégorie des "employés" en ce que ces derniers se sentent moins appartenir à une structure, dispersés qu'ils sont en divers archipels.

En fin de compte est-il légitime de penser que nous continuons de vivre dans une société largement féodale dans sa structure en ce sens qu'elle est soumise à une classe dirigeante qui la conduit uniquement en vue du maintien de ses privilèges et pour son seul profit, ne lâchant du lest que lorsque la pression menace de déstabiliser la pyramide ?

Le fonctionnement même de **l'institution scolaire** telle qu'elle perdure plus ou moins depuis Jules Ferry illustre cette servitude plus ou moins consciente ; conçue pour mettre les hommes au service de la structure elle se soucie bien peu, bien trop peu, du développement personnel. Est-ce ainsi qu'il faut lire l'orientation des programmes vers "les fondamentaux" au détriment de l'accès à la culture, du tâtonnement expérimental sans lequel toute connaissance n'est que livresque, de l'épanouissement des spécificités de l'individu ?

Avec la fin de la dernière guerre notre société était portée par un désir de construire un monde neuf et plus juste. C'est ainsi qu'on pu être mises en place des réformes importantes comme la Sécurité Sociale, le vote des femmes, ou la liberté de la presse, et qu'a pu être tempérée la place du travail dans la vie d'un homme. Force est de constater que notre époque s'éloigne de cet idéal. C'est que notre société a l'illusion d'avoir atteint un certain équilibre et que toute tentative de remise en cause de l'ordre régnant est plus ou moins ressentie comme une menace sur des intérêts personnels : ne rien changer pour ne pas perdre ce que chacun perçoit comme son privilège : un travail, une "propriété", une autorité, une assurance de soin...

C'est peut-être la force de l'idéologie dominante que d'avoir fait **éclater le sens de l'intérêt commun, de la solidarité**, au profit d'un hédonisme du chacun pour soi, élargi tout au plus au cercle familial, et encore ! Quel plus beau slogan pour signifier cet oubli de l'intérêt commun que ce "travailler plus pour gagner plus" ?

De nos jours l'autorité pour s'exercer n'a plus tellement besoin de la force et de la contrainte. Nous avons intériorisé la **peur de l'autre** : du chômeur qui menace mon travail, et mes biens, du jeune qui aurait perdu le sens civique, de l'immigré qui menace mon intégrité et mon identité, du vieux dont la retraite va siphonner mes revenus.

A cela s'ajoute la **déstabilisation** de l'institution familiale, la progression des sentiments de solitude et de dépression, le faible investissement de la sphère politique, alors que notre société semble s'installer dans la confusion des idées, comme si tout était dans tout ou tout se valait. Un candidat de droite à la présidentielle, sur des valeurs clairement affichées de droite, se revendique de Jaurès et on fait appel à Guy Môquet pour ... un match de Rugby ! L'État prétend définir la bonne histoire à enseigner, et les médias entretiennent sciemment la discorde sociale, en voulant à tout prix distinguer les travailleurs en lutte des "otages" comme si ces travailleurs n'étaient pas aussi les "otages" d'un système, et si leurs intérêts divergeaient de ceux de l'ensemble des travailleurs. Alors qu'on pouvait croire les nationalismes dépassés, les voilà qui font un retour remarqué sur la scène publique. L'instrumentalisation des phénomènes d'immigration, tout cela a engendré une "crise du lien social", alors que de nouvelles technologies amenaient des formes, radicalement différentes, de sociabilité.

Trois risques principaux peuvent être dégagés : accroissement des situations d'isolement, détérioration des interactions dans les espaces publics, croissance des phénomènes de ségrégation d'une part, et « emprise excessive des appartenances héritées, notamment ethniques » d'autre part.

Simultanément, les formes de désintérêt et de rejet de la part des jeunes à l'égard de la politique semblent se développer (malgré les poussées de fièvre rassurantes du mouvement contre le contrat première embauche (CPE) ou plus inquiétantes, puisque se retournant contre les plus démunis, comme les nuits d'émeute de novembre 2005).

Sur fond de dégradation de l'image de l'État, la montée globale de l'abstention électorale, donc le refus de l'offre politique et la possible désaffiliation, participent au malaise.

La quête de progrès, les idéologies de toutes formes ... ne font plus lien. Le risque d'exclusion renvoie à la solution individuelle, le lien devient un contact, désiré ou rejeté suivant le profit qu'on peut en espérer. L'individu ... et non plus le citoyen. Cet individu là ne peut faire société !

Il serait judicieux de considérer comme suffisamment éloquente l'addition des sonnettes d'alarme, et de considérer comme inacceptable la situation française.

Et pourtant la société fonctionne. Mais dans quelle société souhaitons-nous vivre ? L'histoire de l'homme basée sur le don initial de la vie, de l'éducation, de l'entraide, de la solidarité, c'est à cette histoire là que nous souhaitons souscrire.

Ces différents constats étant faits, nous pouvons tenter de comprendre comment se constituent ces fractures qui parcourent notre société : qu'est-ce qui nous relie les uns aux autres, nous rapproche ou au contraire nous écarte, nous fragmente en de multiples entités au intérêts divergents ? D'où la question suivante :

III-- Comment un individu devient-il un être social ?

Le monde du travail est en crise et ne remplit plus que très imparfaitement sa fonction de socialisation. Notre société paraît incapable de changement et de réappropriation des nouvelles conditions de vie en commun. La notion de classes sociales (lutte de classes, vote de classes...) a perdu de sa pertinence, au moins dans la perception qu'on peut en avoir. Les inégalités de genres, de territoires, scolaires, ne trouvent pas leur solution. Il est de plus en plus nécessaire de changer notre regard sur l'autre, sur l'emploi, et d'une façon générale de surmonter les clichés et les idées reçues qui constituent trop notre prêt à penser.

a- Société et individus.

Comme nous l'avons vu, une socialisation est caractéristique d'une époque, voire d'une civilisation et n'est guère généralisable à l'ensemble des sociétés humaines. Ainsi dans les sociétés anciennes les hommes étaient polyvalents alors que la nôtre les spécialise à outrance, les anciennes étaient faites d'individus relativement autonomes alors que la nôtre les rend de plus en plus dépendants de l'autre. Malgré ce, si elle est toujours la résultante d'une construction / déconstruction permanente, à partir des pressions économiques qui s'exercent sur un groupe humain, il n'est pas contradictoire d'imaginer que la volonté humaine soit susceptible de modifier son cours.

La socialisation de l'individu passe par une transmission des valeurs, une intégration de l'individu dans la communauté, un apprentissage réussi de la vie. Cette socialisation passe par divers agents que sont la famille, l'école, le travail, la reconnaissance sociale, les divers engagements et responsabilités confiées et assumées. Il existe diverses conceptions de cette socialisation qui peuvent s'opposer radicalement; relevons le déterminisme, la sociologie de l'acteur, l'individualisme...

Constatant l'échec de notre société à socialiser une partie de ses membres, il est légitime de s'interroger sur la personnalité des rejetés, les raisons de ce rejet, la responsabilité des divers acteurs du processus, avant même de chercher comment sortir de cette impasse qui met tout notre système en péril, même si cette question est de plus en plus urgente. De même on ne peut négliger ni la nature des conflits et leur possible résolution individuelle, ni les influences auxquelles est soumise toute société (politique, étatique, religieuse, culturelle, médiatique...)

Si individu et société constituent deux objets séparés, pour autant chacun n'existe que par l'autre, liés indissolublement et sans priorité comme l'œuf et la poule. Mais par sa seule existence la société est le lieu des conflits, puisqu'il est aussi difficile d'y entrer que d'en sortir ou d'y rester, et de leur résolution possible, puisque la socialisation de l'individu le fait passer de la conscience individuelle à la conscience collective.

Mais qu'est-ce que la conscience individuelle ? Un ensemble de caractéristiques que retient un individu pour se situer, se présenter. Ce dont est fait le "je" qui doit se présenter à quelqu'un, dans la partie qu'il souhaite faire apparaître et dans celle qu'il souhaite taire. Un "je" qui varie d'ailleurs en fonction de celui devant qui on se présente. Nous disposons tous d'une identité assignée, qui se construit tout au long de notre vie par frottement aux autres, acquise donc dans la vie sociale, transmise par la société, confuse au départ, de plus en plus précise et évidente tandis que la formation de l'individu progresse, évolutive aussi au gré des expériences, et des formes de société. Ainsi il semblerait que cette assignation ait été bien plus forte lors de l'étape industrielle de notre société occidentale, beaucoup moins prégnante dans notre société post-industrielle qui laisse beaucoup d'autonomie à l'individu qui du coup a du mal se trouver un autre identité que celle que voudraient lui dicter les lois du marché et du consumérisme.

L'identité collective encadre les identités individuelles : les stéréotypes, économiques et politiques, tendent à nous imposer un modèle. Simultanément tandis que s'affirme cette individualité les sociétés modernes sont plus enclines à la reconnaissance de droits collectifs qu'individuels. A partir de là

l'individu « se bricole » une identité qu'il va tenter d'harmoniser à l'identité dite collective. Notons que les identités collectives sont essentiellement éphémères en ce sens qu'elles dépendent du contexte historique, à la recherche d'une légitimité et artificielles jusqu'à ce que les individus se les approprient et que les actions sociales les assurent.

La socialisation désignera donc l'ensemble des processus par lequel l'individu s'approprie les symboles et les valeurs d'une société donnée à un instant donné. Elle favorise l'adaptation de l'individu et assure la cohésion de la société. C'est elle qui met en relation l'individu avec un groupe, ses valeurs et ses normes dans lequel il trouvera les acteurs qui l'aideront à se constituer (école, famille, travail, pairs, bande, club, bar ...) non sans problèmes ni conflits qu'il surmontera plus ou moins aisément, car ces instances de socialisation seront parfois complémentaires, parfois aussi en contradiction. La transmission des valeurs portées par le groupe passera donc par l'intériorisation des valeurs découvertes, et donc non innées, soumise plus ou moins au libre-arbitre et à la volonté de l'individu d'adopter un comportement toléré par la société sous les contraintes extérieures plus ou moins violentes. C'est cette démarche qui assurera l'intégration de l'individu ou son rejet, réel ou vécu comme tel. Le patrimoine culturel assurera l'entretien de relations apaisées. **La socialisation de l'individu implique donc que l'individu soit partie prenante, qu'il y contribue activement.**

b- Divers processus contribuent à la socialisation de l'individu :

En premier lieu l'identification à l'autre et au groupe, mais aussi la confrontation à l'autre et à ses images. L'individu perçoit des comportements valorisés et souhaite se les approprier ; suivant la variété des choix, il résoudra avec facilité ou au prix d'efforts importants les conflits qui en découlent. L'intériorisation des valeurs et des normes sera d'autant plus aisée qu'elle sera perçue clairement ; ceci dépendra aussi de la présentation que les divers transmetteurs seront susceptibles d'en faire , de la volonté dont ils feront preuve pour les valoriser et les transmettre, et bien évidemment à condition qu'ils y croient eux-mêmes. Ainsi un transmetteur qui ne sait plus définir les interdits ne contribuera guère à la socialisation de celui dont il a la charge.

Il existe aussi des conditions à l'apprentissage des modes de conduites et des pratiques conformes à cette socialisation souhaitée qui comme tout apprentissage a besoin d'expérimentations et de tâtonnements ; tel est le cas des situations de jeu, en particulier pour le jeune enfant, au cours duquel il apprend à tenir un rôle, à se glisser dans la peau d'un autre, et à intégrer l'autre dans sa propre expérience ; tel est aussi le cas dans le moment d'apprentissage, d'un geste, d'un métier, d'une fonction quand l'apprenant doit intérioriser des règles, des comportements qui ne sont pas naturellement les siens, comme par exemple la prise de parole en public.

On peut ainsi distinguer une socialisation primaire, intense dès l'enfance, par la famille (langue parlée, valeurs, normes, culture), par l'école (la vie collective, les codes de l'écrit, l'argumentation, les valeurs d'un groupe plus large que le cercle familial...), par les médias qui agissent surtout par imprégnation de l'inconscient, par les groupes de pairs (la "bande" pour l'adolescent qui y trouve des valeurs à partager, voire un métalangage, ou des lieux de reconnaissance de ses indispensables "exploits"), par les associations ou les groupements vers lequel on va parce qu'on y trouve son compte ou qu'on fuit parce qu'on peine à y trouver sa place, et une socialisation secondaire qui concerne essentiellement l'adulte et le jeune adulte et qui passe davantage par le groupe professionnel et la création d'un esprit de corps par exemple. C'est aussi le moment où l'individu acquiert pleinement son statut social et les droits qui y sont attachés, en même temps que son autonomie et sa pleine faculté d'agir, c'est-à-dire la reconnaissance de sa responsabilité.

On peut alors s'interroger sur la nécessité de ce statut social lié à la devise républicaine. Or si la République paraît être la condition idéale pour faire société, les valeurs qui la constituent suffisent – elles pour passer du « Je » au « nous » ?

Devenir un être social n'est pas inné, cela demande de la vigilance.

IV – Quelles sont selon notre analyse les valeurs constitutives pour « faire société » ?

Si, comme on l'a vu, une socialisation est caractéristique d'une époque, voire d'une civilisation, il peut donc être intéressant de partir de notre époque et de ses contraintes pour établir quelles sont les valeurs susceptibles de construire une société où l'on ait envie de vivre.

Si on part de l'individu et de ses intérêts, le respect spontané de soi, peut, pour peu qu'il soit raisonné, développer les autres valeurs, puisqu'il implique la réciprocité et donc le **respect** de l'autre, et d'une façon plus générale le respect de son environnement.

Cependant le respect suffit-il pour fonder la solidarité sans laquelle l'autre n'est qu'une juxtaposition à mon moi ? Le respect est passif quand la solidarité est action volontaire, engagement pour aller au-devant de l'autre, partager avec l'autre ce qui l'handicape. Elle ne paraît qu'accessoirement relever de la spontanéité et d'autant moins que l'environnement social prône la lutte individuelle, l'esprit de conquête et de compétition. Restaurer la solidarité dans une civilisation du chacun pour soi qui, au nom du libéralisme et au service des puissants, détruit toutes les structures qui la constituaient, ne pourra se faire qu'en changeant précisément ce type-là de société. Qu'on songe un instant à l'idéologie portée par le slogan "travailler plus pour gagner plus."

Mais ces valeurs ne se décrètent pas, même si elles doivent recueillir l'assentiment général. On les apprend par l'expérience, en même temps que se constitue la personnalité humaine, donc prioritairement dans la famille et dans l'environnement immédiat. Quand ces valeurs ne sont plus partagées, comment les réinstaller dans les mentalités ?

Toute l'histoire humaine montre que l'individu s'est sociabilisé parce qu'il y a trouvé un bénéfice. Celui qui ne trouve plus son compte dans la société, n'éprouve aucun intérêt à accepter ses contraintes et se met hors d'une loi qu'il ne reconnaît plus. Pour autant un idéal humain ne saurait se réduire à cet aspect comptable du bénéfice.

L'Ecole devrait être le lieu où la jeunesse apprend à se mettre au service de la société et donc à y trouver sa place. Comment celui qui est persuadé qu'il n'a pas cette place peut-il encore croire à la nécessité de combattre pour la revendiquer ? Il se satisfait de la seule révolte et brûle la voiture de son voisin. Il crie, mais ne parle plus. S'il agit ce n'est plus que pour aggraver sa condition. Il nous appartient de redonner du sens à sa révolte puisqu'il n'a plus les mots pour la dire.

Une société de la survie du plus fort au détriment du plus faible, celle du combat pour la vie, improprement revendiquée au nom d'un darwinisme social, est à l'opposé de toute l'histoire humaine qui a consisté précisément à sortir de la jungle pour construire une société.

Pour autant **la société n'est pas forcément antagonique avec l'individu**. Le respect des libertés individuelles et de l'autonomie morale doit aussi faire partie des règles que la société doit s'imposer. Une société qui déresponsabilise l'individu qui résout à sa place les problèmes qui relèvent de sa conscience et de sa responsabilité sur lesquelles repose son autonomie, c'est-à-dire une société d'assistance et de consommation, ou une société qui prétend légiférer sur tout, n'est pas une société qui fabrique du lien.

La construction de la société suppose que l'individu soit prêt à aller vers l'autre, si différent qu'il soit, y compris si l'autre se reconnaît d'abord dans une autre civilisation, constituée d'une langue, d'une religion, d'autres expressions artistiques, d'autres valeurs.

Faire société c'est d'abord s'efforcer de trouver dans l'autre ce que je peux partager avec lui plutôt que ce en quoi il s'oppose à moi. Faute de cette volonté d'abolir la frontière je ne fais pas société. Certes le mot de société désigne une variété d'acceptions, juridiques, ethnologiques, sociologiques, comme il a été dit plus haut à ce stade de la réflexion nous ferons nôtre celle du Petit Robert : "*Ensemble des individus entre lesquels existent des rapports durables et organisés, le plus souvent établis en institutions et garantis par des sanctions; milieu humain par rapport aux individus, ensemble des forces du milieu agissant sur les individus (contrainte sociale).*"

A n'en pas douter toute société est fondée sur des paradoxes liés à la culture qui lie et délie les individus et les groupes qui la composent, qui permet à chacun de s'inscrire à la fois dans une histoire, une identité et de s'en échapper pour leur imaginer une suite, pour ne pas s'y enfermer.

Pour l'UNESCO : "*La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.*"

Au plan individuel, la culture représente l'ensemble des connaissances acquises, l'instruction, le savoir d'un être humain;

Au plan collectif, la culture représente l'ensemble des structures sociales, religieuses. Et les comportements collectifs tels que les manifestations intellectuelles, artistiques qui caractérisent une société. "

Selon Eric Favey, Secrétaire National de la Ligue de l'Enseignement, si la culture est constituée de *"l'ensemble des solutions qu'une communauté humaine hérite, adopte et invente pour trouver des solutions aux crises qui la traversent", ce sont donc bien à la fois la nature de la culture qui importe pour faire société et les modalités de sa transmission, de sa production et de sa diffusion. Dans un contexte de persistance forte des hiérarchies, des dominations, des cloisonnements culturels combiné avec une élévation générale du niveau de culture de nos sociétés et la présence massive des industries culturelles, comment permettre à chacun d'être auteur de sa propre vie et acteur de la vie commune ? Comment mieux faire de la culture une clef essentielle de la reconnaissance dont chaque individu a besoin pour se sentir considéré et constituant de la collectivité ? Comment résister au double risque de colonisation de nos imaginaires que font peser les grands systèmes multimédiatisations de fabrication et de formatage des représentations et à son corollaire du repli sur des identités nostalgiques, "folklorisées" ou communautaristes ? Comment mieux mobiliser la culture disponible pour la faire partager et peut-on en faire un levier de l'imagination politique et de l'innovation sociale ? » .*

Nous ajouterons à ces interrogations les suivantes : que se passera-t-il si nous manquions tout simplement de ces intellectuels vigilants capables d'exciter un peu nos neurones de temps en temps et de nous permettre de prendre ce recul nécessaire à toute action citoyenne, i.e. réfléchie. Cette réflexion ne peut passer que par le livre, action qui s'inscrit obligatoirement dans le temps et ne saurait surtout se limiter à la lecture de la presse, et encore moins à la seule télévision, qui eux se situent essentiellement dans l'éphémère, quand ce n'est pas dans le ludique ou le sensationnel ou pire l'effet de mode.

Mais l'accès au livre est-il égal pour tous ? La question mérite au moins d'être posée. L'école bien sûr est au premier rang des acteurs chargés d'amener vers le livre, et de donner le goût d'échanger à partir de celui-ci. S'inscrire dans une société c'est partager une culture : elle distingue autant qu'elle rapproche, elle inscrit dans une histoire, forge une identité, mais permet aussi de s'en échapper ; car la question est bien de permettre à chacun d'être auteur de sa propre vie et acteur de la société dans laquelle il évolue. Démarche impensable, douloureuse même, pour qui n'est pas convaincu du bonheur de construire sa propre pensée. Or une culture c'est précisément ce qui est à l'opposé de ce savoir minimum qu'on prétend nous proposer comme une panacée de la finalité de l'Ecole. L'exercice de la pensée serait-il donc un luxe à réserver à une quelconque élite ?

Chez l'homme, l'échange qui fournit cette connaissance de l'autre, condition préalable à la construction de la société humaine, qui n'est pas qu'un partage d'une proximité pour le seul intérêt de la survie, passe d'abord et essentiellement par la communication verbale, par cet outil qu'il a lentement forgé au cours de sa longue histoire sur le chemin de l'humanisation.

La particularité de l'être humain est sa faculté à exprimer ses émotions, et de donner forme à sa pensée à partir du langage. C'est grâce à celle-ci qu'il peut entrer en communication avec l'autre, comprendre l'autre, s'expliquer, faire admettre ses différences, faire prendre en considération ses pensées, autrement dit être un être social. Si cet outil fait défaut c'est toute la structure sociale et l'intégration d'une partie de sa composante qui est remise en cause, voire devient impossible.

Nous nous sommes penchés sur cette question à partir d'extraits d'un enregistrement d'une émission radio de France Culture (Sur les docks, de mars 2008) :

Après avoir dressé le constat que certains milieux populaires disposaient d'un bagage linguistique limité, et parfois très limité, le réalisateur nous emmène dans une structure scolaire particulière "l'espace adolescent" de Grenoble qui a pour mission de redonner à des jeunes en difficulté le sens de la valeur du langage afin de les réinsérer dans la société. Pour illustrer cette nécessité de réinsertion, le linguiste A. Bentolila cite l'exemple d'un adolescent qui, dans l'impossibilité de trouver les mots qui lui aurait permis d'apporter une justification à un acte pour lequel il était confronté à l'appareil judiciaire, n'a pu trouver que la violence la plus absurde possible pour tenter de simplement continuer d'être.

Divers témoignages ensuite ont fait apparaître le fossé qui se creusait entre "bourgeois" (nantis du langage) et "prolétaires" (ceux qui n'arrivent plus à communiquer avec les autres en dehors de l'étroite bande qui les accueille, liée au quartier, limitée à une classe d'âge, constituée sur des sujets restreints),

ce qui est fort bien explicité par un extrait du film "l'esquive" illustrant à quel point un costume emprisonne, pauvres et riches.

Ainsi est-on emmené au constat que la langue peut faire de l'autre un ennemi, dans la mesure où celui qui est dépossédé de ses mots devient un étranger dans son propre pays. Pourtant ce besoin de communiquer est fondamental, ce que nous dit délicieusement un adolescent qui explique comment la langue lui permet de partir à la conquête de la jeune fille de ses rêves, avec "*un peu de métaphores*", dit-il. Mais notre société n'est pas toujours prête à laisser sa place à une langue qui nous apparaît étrange parce que pas toujours conforme aux critères classiques. Cette parole étrange est illustrée par un petit extrait de slam bien plus riche que ce qu'une écoute rapide pourrait révéler.

Si la langue réunit les hommes elle est aussi instrument de hiérarchisation et partant d'exclusion. Une enseignante témoigne ensuite de sa conception de l'école : c'est par elle que l'enfant peut accéder à la culture commune et partager avec d'autres ce bien aussi nécessaire à l'homme que sa nourriture. La langue est porteuse de culture, elle libère celui qui la maîtrise. Reconnaître d'autres formes de langages ne doit pas conduire à condamner ceux qui en sont porteurs à un ghetto, à une "tribu". L'école a donc pour mission de prendre en compte la culture dont sont porteurs les enfants qui lui sont confiés, et en même temps de les emmener vers ce bien commun qui est la culture générale, celle qui permet de partager et d'accéder aux grandes œuvres de l'esprit. "*Les mots sont une chance à prendre*" dit Alain Bentolila.

On mesure la menace que fait peser sur le lien social le fossé qui peut séparer ceux qui disposent du langage de ceux qui en sont privés lorsqu'on écoute un jeune nous dire son refus de parler "*comme les bourgeois*" parce que sa tribu "*ne parle pas la langue des tapettes*" tandis qu'un autre nous dit son refus de "*leur ressembler*", parce qu'à ses yeux adopter la langue des "bourges" ce serait se couper de ses potes, ceux qui le reconnaissent comme des leurs, ceux qui lui permettent d'être.

Fossé dont témoigne de son côté une professeure agrégée de français nous rapportant comment ceux qu'elle fréquente en-dehors de sa vie scolaire ont du mal à comprendre ce qu'elle peut avoir à faire avec ces élèves-là, indiquant par là que l'incompréhension joue dans les deux sens, car c'est bien aussi sur la langue que la société se fracture, souligne le linguiste, puisque l'incompréhension de l'autre engendre la peur réciproque. "*Quand le mot disparaît apparaît la violence*" nous dit une autre professeure ajoutant que se priver des moyens de communiquer c'est aussi s'imposer une violence à soi-même.

Se priver de la langue de l'autre c'est se priver d'une des richesses à notre disposition, et une autre lecture du mythe de Babel est possible : loin d'être une malédiction la multiplication des langues permet d'exprimer de multiples façons la multitude de nos sentiments et de nos pensées, chaque culture étant porteuse de ses propres richesses que toute traduction ne peut rendre qu'imparfaitement.

Le langage tire sa valeur du partage qu'il permet, et une société où le partage se restreint est une société où chacun s'enferme dans sa propre culture devient un étranger à l'autre; ainsi une école qui ne saurait prendre en compte cette diversité, serait condamnée à fabriquer des étrangers qui s'inventeront leur propre histoire.

L'émission se clôt sur la poésie qui se joue des mots pour dire l'indicible avec un texte de rap, média d'intégration si nous acceptons d'y voir sa richesse, instrument de rejet si en le refusant nous refusons aussi celui qui en est le porteur.

Ainsi partant du point de vue que celui qui ne dispose pas du langage de la classe dominante a besoin d'acquiescer cette langue pour sortir de son aliénation et occuper pleinement sa place dans notre société, nous en sommes petit à petit arrivés à considérer aussi que dans la classe dominée il y avait une richesse que nous n'avons pas le droit d'ignorer, parce que ce serait nous en priver. Mais tout autant, si nous n'y prenons garde, à cause de la langue, média d'échange, nous risquons d'aboutir à une rupture, à une société où les conflits ne pourront plus se résorber que par la violence, c'est-à-dire la raison du plus fort et non par la dialectique de la raison.

C'est dans la mesure où nous saurons prendre en compte ce péril qui n'est plus aujourd'hui simplement hypothétique, que le langage nous permettra de faire société, au lieu de contribuer à son éclatement.

La fonction du langage est sûrement un des éléments susceptible de créer du lien social, ou de contribuer à sa dissolution lorsqu'il devient instrument d'exclusion, de même la culture lorsqu'elle est

partagée devient source d'apaisement, sans pour autant la cantonner à cette utilité puisqu'elle est aussi nécessaire à l'homme que sa nourriture, l'air ou l'eau, si on veut bien considérer qu'elle est élément constitutif de notre nature humaine. Partant de là il est, socialement et politiquement, criminel soit de la réserver à une "élite", soit de créer les conditions de sa non communication, enfermant chaque classe sociale dans son propre ghetto culturel. Sont données comme exemple de ce partage les Rencontres Danses de la FAIL 13 qui ont permis aux parents et aux participants, souvent jeunes ou très jeunes, de partir à la découverte d'autre chose que ce qui se limite trop souvent au quotidien et à l'environnement social dans lequel on évolue : danse classique, danse moderne, hip-hop, ont cohabité sur une même scène, avec un public attentif et respectueux du travail présenté (ce qui n'a pas toujours été le cas et prouve que la qualité fait lien), chacun s'enrichissant de ce que l'autre offrait.

Mais la question du Rap peut mal comprise introduire une nouvelle source d'incompréhension suivant l'angle sous lequel on aborde les paroles des chansons de certains groupe. Alors qu'on peut n'y voir qu'agressivités, injures ou diffamations et conclure à la nécessité de réintroduire la censure, parce que les conditions dans lesquelles ces chants sont produits (grands concerts où on casse tout, excité par ces paroles de haine) sont source de désordre public, on peut aussi tenter de justifier la transgression, l'esprit de révolte, le besoin de liberté, et surtout la nécessité d'établir un dialogue pour comprendre cet autre si mal dans sa peau qu'il n'a plus - à nos yeux, mais est-ce si sûr ? - que la haine à exprimer, et ce qui l'a conduit à de telles formes de révolte. Avant de censurer ne vaut-il pas mieux d'abord entendre celui qui peut encore parler et nous dire avec ses mots sa souffrance et son désarroi ? Mais qu'il est difficile d'écouter l'autre quand il est si différent de nous quand nous avons tant de mal à écouter ceux dont les pensées nous sont naturellement proches ! C'est peut-être une des leçons à tirer de nos discussions qui furent riches en rebondissements.

De même lorsque nous avons tenté d'aborder la question du rôle de l'école dans la transmission de la culture, nous sommes - nous de nouveau heurtés à l'impossibilité de communiquer réellement quand face à l'affirmation que l'école ne peut tout faire, d'autres essaient de montrer ce qu'il était possible de faire, à l'école et ailleurs, avec une volonté politique de considérer l'être humain comme un tout et non comme une machine au service d'une autre machine.

Comme le dit avec beaucoup de sagesse, et de calme, l'une d'entre nous : *"Pourquoi s'exciter quand on parle de faits de société alors que ceux-ci relèvent de l'analyse et non de la passion ?"*

Le lecteur comprendra combien nos débats furent animés, contradictoires et combien cette interrogation « Comment faire société ? » est riche en enseignements et en réflexions.

Cependant pour en revenir à des propos moins polémiques qui nous permettront d'ailleurs de reprendre certains débats, nous avons souhaité connaître comment a évolué replacer la question du lien social dans son histoire et dans les différents lieux où il se crée et se développe.

V- La création du lien social

Pour envisager "comment faire société ?", encore faut-il se poser la question du lien social, de son rôle et de son évolution dans l'histoire.

Comme chacun le sait et les propos qui précèdent vont dans ce sens, lorsqu'on évoque le "lien social", c'est bien le plus souvent pour regretter son délitement, constater la perte du sens de la solidarité, et la prévalence de l'égoïsme et de l'indifférence. Comment décrire cette notion floue qui regroupe l'ensemble des relations personnelles, des normes, des valeurs et des règles communes qui relie les individus ?

Les évolutions du lien social sont révélées par un certain nombre de réalités observables ou quantifiables comme la déstabilisation de l'institution familiale, la croissance de l'isolement et de la dépression, le désinvestissement de la sphère politique, la hausse de la délinquance et des incivilités ou encore les difficultés rencontrées par notre modèle d'intégration vérifiables au nombre des exclus, à la variabilité des exclusions, à l'apparition de signes extérieurs de repli communautaire, à la multiplication des actes racistes et xénophobes, et des lois censées nous protéger des invasions.

On assiste à un déplacement du centre de gravité du lien social, de plus en plus construit à partir de l'individu, centré sur ce qui est supposé développer son bien-être, et de moins en moins hérité du passé ou imposé par le groupe et pensé d'abord pour le groupe.

Ces transformations, qui relèvent du constat et non du jugement, induisent au moins trois risques qui nous semblent les plus susceptibles de contribuer au délitement de la société: risque d'aggravation des situations d'isolement, tout particulièrement des personnes âgées ; risque de dégradation de la qualité des interactions au sein des espaces publics ; risque, enfin, de "calcification" du lien social, alimentée par l'aggravation des phénomènes de ségrégation résidentielle et scolaire, se surajoutant aux ségrégations économiques et culturelles, et par conséquent l'accroissement des tensions entre groupes, qu'ils soient constitués sur une base ethnique, religieuse ou culturelle.

a- Quelques références historiques

Dans les Sociétés primitives, le premier lien, agrégeant de petites communautés, est communautaire et familial. Le droit y est répressif afin de sauvegarder la nécessaire cohésion du groupe par le maintien de traditions et de valeurs. La conscience d'appartenance à une collectivité joue le rôle d'une âme pour le groupe, génère de la solidarité sociale, du lien social. Elle assure l'intégration de chaque individu à la société et simultanément elle garantit la stabilité de la société en intériorisant un contrôle social permanent par le souci de ne pas être écarté du seul lieu où on est reconnu. C'est la solidarité mécanique dont parlait Durkheim pour qualifier cette solidarité de base "naturelle".

La parole était évidemment un vecteur important et sur ce sujet il existe des hypothèses intéressantes comme celle de Daniel Morelli qui traite de comportements et d'organisation de la société humaine par rapport aux sociétés animales, faisant intervenir des notions d'autorité du chef basée sur des relations d'échange et de confiance. L'autorité est évoquée également dans les rapports parents/enfants.

Rites, interdictions et obligations faisaient partie de l'univers quotidien. La religion et l'art seraient apparus en même temps (La religion - ce qui relie d'après certaines étymologies¹ - et l'art étant considéré comme expression de la religion² .)

Dans le Monde Antique pourtant divers (Grèce-Rome- Egypte-Asie), les analystes sont frappés par l'unité qui les caractérise. Cette simplicité du principe social a amené un développement prodigieusement rapide. Aristote emploie le mot "philia" (amitié) et distingue trois formes de lien social: Le lien communautaire (involontaire, c'est la solidarité mécanique de Durkheim), le lien politique (volontaire), le lien économique (nécessaire).

La Cité est une communauté de participation. Le lien social et le lien religieux n'étaient pas distincts. La religion n'était pas une affaire privée, mais le signe d'appartenance à la communauté. C'est une religion sociale et c'est une grande différence par rapport au christianisme qui est une relation personnelle à Dieu, qui promeut l'individualisme et la responsabilité individuelle.

Sous cet angle, les persécutions contre les premiers chrétiens n'apparaissent pas, ainsi que la mémoire collective l'a retenu, comme la lutte contre le monothéisme nouveau, une nouvelle doctrine, mais contre ceux qui ne veulent pas obéir aux règles communes, s'en éloignent et n'acceptent plus de se conformer à la pratique collective publique.

Dernière considération (mais il y en aurait bien d'autres), malgré le statut de bien des catégories (les femmes, les étrangers-métèques et les esclaves) on peut effectivement affirmer que la Grèce est bien le berceau de la démocratie et de la citoyenneté. La liberté et l'égalité sont nées en Grèce comme notions philosophiques. La Grèce a inventé la politique en tant que telle.

Au Moyen Age se met en place un système de liens hiérarchiques très stricts qui avaient pour contrepartie la notion de protection que doit le plus fort aux plus faibles par la construction de châteaux et l'ensemble même du "système féodal". Le christianisme et sa morale "judéo-chrétienne" qui se développe avec ses interdictions, cette culpabilisation permanente, et l'idée que "l'autre monde" rachètera le monde d'ici bas si dur et si injuste constitue le ciment très contraignant pour tous. Le

¹ Le mot latin *religio* qui a donné notre français *religion*; signifie *attention scrupuleuse, délicatesse, conscience*. (Gaffiot). A mon avis, lui ajouter le sens de *relier* c'est lui attribuer une finalité qui n'est pas dans le mot d'origine, c'est choisir une vision utilitariste qui n'est pas forcément aux origines de son apparition, ni dans la pensée primitive. Selon J. Lachelier, in Vocabulaire philosophique de Lalande, "*Religio paraît être d'une manière générale, en latin, le sentiment avec crainte et scrupule, d'une obligation envers les dieux. Il n'y avait pour les anciens que des religions... Quand on parle aujourd'hui de plusieurs religions c'est bien entendu dans un sens tout autre... chaque religion étant pour nous un système complet, qui se donne pour le seul véritable. Le mot à partir de ce moment a exprimé trois idées : 1- celle d'une affirmation et d'un ensemble d'affirmations spéculatives, 2- celle d'une ensemble d'actes rituels. 3 - celle d'un rapport direct et moral de l'âme humaine à Dieu.*"

² La recherche de la beauté apparaît dans l'élaboration d'outils dès le paléolithique où de toute évidence il n'a guère de rapport avec le fait religieux. Ce n'est qu'une des interprétations possibles de l'art rupestre qui induit cette liaison art/ religion.

christianisme s'installe partout, les moines sont aussi nombreux que les soldats. Il remplit plusieurs fonctions : modèle de vie, diffusion des connaissances (en agriculture par exemple), enseignement, conservations de l'écrit (copistes), services sociaux (c'est la première et seule institution à cette époque à assumer cette solidarité de base d'aide aux pauvres et aux malades).

Les Bourgs se développent, échappant aux charges seigneuriales et sous la protection des murailles. Ses dirigeants sont élus sans hérédité des charges. Les associations corporatives apparaissent, créant de nouvelles catégories sociales : Maître, Compagnons, Apprentis. Avec le développement du commerce, c'est un autre groupe social qui voit le jour, celui de la bourgeoisie marchande, en même temps que ...le capitalisme.

En raison du manque de services sanitaires, certaines épidémies ont pu se développer, notamment la peste noire. Introduite par les marchands asiatiques en 1347 elle a sévi pendant 5 ans dans tout l'Occident, décimant la population de l'Europe qui aurait perdue près de 25 millions de ses habitants soit le 1/3 de sa population.

La nature du lien social va évoluer sensiblement durant l'Ancien Régime, avant d'être totalement repensé avec les Lumières. Une classe bourgeoise détournera à son profit les acquis de la Révolution et l'industrialisation naissante permettra l'apparition d'une nouvelle classe sociale que Marx définira comme celle des producteurs de la force du travail, que les détenteurs du capital réduisent à sa force de travail et à sa capacité à se reproduire (sens étymologique de prolétariat), sans guère de considération pour l'homme qui permet le développement de la richesse et n'en profite guère. Arriveront ensuite les conquêtes arrachées par la prise de conscience de la solidarité de classe, avant que le libéralisme sauvage réduise à nouveau l'homme à sa seule valeur économique. Il aurait fallu aborder aussi la montée des nationalismes, les guerres qui ont ensanglanté le XXème siècle, et les bouleversements dans les rapports sociaux qu'elles ont entraînés. Le temps nous a manqué et cette modeste synthèse n'a pas d'autre prétention que d'aider son lecteur à se situer et à poursuivre par lui-même des investigations.

b- Quelques lieux de socialisation.

La question du lien social peut être abordée soit par les tendances, les événements, les liens transversaux, c'est-à-dire les questions d'individualisme, de solidarité sous ses diverses formes, de la culture, de l'humanisme, de la santé ou des inégalités, soit en poursuivant l'historique pour voir comment cette socialisation s'est réalisée dans les diverses époques de l'aventure humaine pour penser la crise actuelle, comme une crise sans espoir ou simple étape dans une mutation de société, soit en essayant de détailler quelques uns des lieux ou "groupements" par lesquels se réalise (ou échoue) la socialisation : famille, religion, travail, école, État, cité, quartier

C'est cette dernière option qui a été retenue, en commençant par la famille puisqu'elle représente le premier lieu des apprentissages, assure la transmission des valeurs, construit la personnalité de l'enfant dont elle est un moment, la seule référence.

La famille : Notre pays compte 14 millions de familles. Aujourd'hui la famille traditionnelle est fortement remise en cause par la baisse du taux de fécondité, la hausse des divorces, la diminution des mariages, les recompositions diverses. 10% d'entre elles sont dites monoparentales, 40% des enfants naissent hors mariage, 80 % des femmes exercent une activité hors du domicile, les enfants étudient plus longtemps et demeurent à la fois plus dépendants de leurs parents tout en acquérant une autonomie plus grande en dehors du cercle familial (mœurs, sorties, achats, choix de carrière...). Par ailleurs le nouvel urbanisme favorise l'anonymat, le consumérisme développe un hédonisme égocentré, tandis que les anciens référents de valeur, comme l'église ou l'école perdent de leur influence. La contrainte des naissances, l'augmentation de la durée de vie, les nouvelles formes de famille (PACS), le chômage, et la précarité contribuent aussi à des degrés divers à fragiliser ses fonctions. Pourtant la famille continue plus ou moins à assurer la transmission, à maintenir des solidarités, à assurer une certaine sécurité puisqu'elle reste un lien de refuge en cas de coup dur.

Ainsi on peut considérer qu'il s'agit plus d'une mutation que d'une crise ; si son influence diminue, les liens qu'elle crée sont plus choisis qu'imposés, l'individu y trouve plus de liberté et aussi plus de complicité. Mais l'éducation familiale a besoin d'être repensée, et l'aide aux parents en difficultés organisée.

Les religions ont longtemps joué un rôle majeur dans la socialisation. Elles ont forgé des comportements, assuré une conscience collective, créé des solidarités mécaniques, ponctué les diverses étapes de la vie tant collective qu'individuelle. De nos jours un quart des Français se déclare sans appartenance religieuse, et ceux qui adhèrent encore à une église n'hésitent plus à s'accommoder des dogmes et des valeurs prônées, et à s'éloigner des pratiques rituelles. Les églises sont de moins en moins un point d'attache historique et familial, donc moins références identitaires. Ces comportements aussi conduisent vers plus d'autonomisation.

Le travail qui est à la fois source de richesse et d'aliénation, devrait jouer pleinement son rôle d'intégration : par les revenus qu'il assure il permet l'indépendance et la socialisation. Sauf qu'il devient aujourd'hui source d'exclusion par la sélection qu'opèrent les entreprises (âge, diplômes, rentabilité, compétences...) et par sa dématérialisation. Enfin il ne confère plus la stabilité, développe, par la compétition, l'individualisme de survie, et ne suffit plus à remplir une existence. Ainsi il n'intègre plus que ceux qui sont déjà intégrés. Toutes conditions qui concourent à diminuer sa potentialité de créer du lien social.

Le syndicalisme, étroitement lié au travail, subit naturellement la crise du travail. La représentativité des syndicats est remise en cause : faiblesse du nombre d'adhérents, éclatement du temps et des lieux de travail, précarité des emplois et des contrats, modes de fonctionnement, oubli par les salariés de leur rôle dans les conquêtes sociales et remise en cause de leur fonction médiatrice et organisatrice de l'action revendicative, prix des cotisations perçues comme une dépense inutile, ou du moins non nécessaire, augmentation du niveau culturel et diminution du nombre des ouvriers qui constituaient les bastions du syndicalisme au profit des emplois du tertiaire, augmentation importante des femmes salariées, peut-être moins sensibilisées à l'action collective, mais surtout déjà sur-occupée par leurs fonctions au foyer et la persistance des mentalités machistes... Toutes causes qui viennent s'ajouter aussi à l'individualisme, au développement des revendications individuelles, à la revendication identitaire, et à la perte de la notion de classe et en fin de compte empêchent les syndicats de remplir leur fonction intégratrice.

L'École devrait être le lieu par excellence de l'intégration sociale puisque c'est à partir d'elle que l'enfant entre en contact avec le monde et son environnement et devrait y apprendre à jouer son rôle de citoyen, c'est-à-dire d'acteur de la société. Pour autant les objectifs qu'elle affiche sont loin d'être atteints. Si elle forme l'élite dont le pays a besoin, elle est surtout reproductrice d'une forme de société malgré sa "massification" et sa volonté affichée de démocratisation. Les diplômes qu'elle délivre n'assurent plus ni emploi, ni revenus. Victime du dysfonctionnement de l'occupation de l'espace urbain et aussi rural, elle n'assure plus les mêmes tâches suivant ses lieux d'implantation ni n'offre les mêmes chances de progresser dans l'échelle sociale puisqu'elle devient même trop souvent source d'exclusion. Un phénomène qui n'échappe plus à ceux qui en sont victimes et qui les conduit à remettre en cause l'institution scolaire alors que ce sont d'abord les conditions économiques et urbanistiques qui sont responsables de la ségrégation sociale et ethnique dont ils sont les victimes. L'École est alors de moins en moins perçue comme un facteur d'intégration, mais responsable des maux dont souffre la société, remise en cause sciemment entretenue par des politiques qui n'ont qu'un objectif assurer la domination d'une classe sociale et pour ce faire s'attachent à détruire un des derniers services publics qui était encore susceptible de créer du lien et de "faire société". Le discours que cette classe au pouvoir répand sur l'École semble ne pas avoir d'autre but que de mettre en place la privatisation de l'école, au service de la fraction dominante. Mais une telle société va amener chacun à s'enfermer derrière ses propres ghettos, ghettos de riches avec miradors et barbelés contre ghettos de pauvres contenus par des forces policières. Est-ce la société que nous voulons ?

Au terme de cette synthèse qui se voudrait écho fidèle des réflexions que les membres actifs du club de citoyens ont échangées, nous n'avons certes pas apporté des solutions aux nombreuses interrogations qui d'ailleurs la jalonnent. Mais c'est aussi qu'il appartient ensuite à chacun d'apporter ses propres solutions, avec de nouvelles convictions acquises au cours de ces échanges, en agissant dans les structures qui permettent de les mettre en œuvre (partis politiques, syndicats, associations ...).

Si ce compte-rendu de nos échanges permet à quelques-uns de jeter un regard un peu différent sur le monde qui nous entoure nous aurions très modestement contribué à créer un peu de lien social

Quoiqu'il en soit, remplaçant le pessimisme du renoncement, par un regard que nous voudrions pertinent sur notre société et son mode de fonctionnement, nous avons bien conscience de la nécessité du lien social quels que soient nos opinions, notre mode de vie, nous ne pouvons que vivre en société. La solidité de ce lien dépend de l'engagement individuel. Ce lien est certes évolutif s'adaptant aux nécessités du pays et du monde dans lequel nous vivons, cependant ses fondements tiennent à la spécificité d'une culture et d'une histoire, aux perceptions des divers groupes sociaux, aux mécanismes économiques et sociaux qui configurent la nation.

Manifestement nos sociétés modernes ont à combiner quatre comportements

- la valorisation de la sphère privée (intérêts patrimoniaux, relations familiales, activités domestiques),
- la valeur qu'on attribue à chaque individu dans sa singularité et la forme d'indépendance qu'il prend par rapport aux institutions (dans une démocratie représentative par délégation des pouvoirs),
- la prise en charge de l'individu par lui-même, son introspection, sa critique éventuelle, son narcissisme,
- la prise en compte de l'intérêt général.

Cependant la singularité française réside dans sa devise républicaine, elle établit de façon complexe le lien entre liberté, égalité et fraternité / solidarité, donnant à l'État un rôle de régulateur, de maintien de l'équilibre entre ces trois principes qui pourraient sans cela parfois se contredire.

Or nous assistons depuis quelques décennies à un affaiblissement de la fonction redistributive de l'État : nous assistons à une privatisation des structures qui assuraient le lien social, fondant le lien collectif sur l'intérêt privé, la concurrence, la compétitivité (y compris au sein de l'École), ce qui est un bouleversement fondamental dans l'organisation de notre société, et que nous n'avons pas forcément ni pensé, ni souhaité. Alors que notre humanisme devrait nous imposer de placer la solidarité au cœur de la politique économique et sociale de nos sociétés, celles qui sont mises en place depuis des décennies n'ont fait qu'accroître les fossés qui déchirent notre corps social. Lors des ses vœux à la nation le 31 décembre 2007, le Président de la République lançait le défi de construire une "politique de civilisation". On ne peut qu'acquiescer si on se réfère à l'auteur de la formule, E. Morin, qui la lançait en 1997 comme une volonté de "*remettre l'homme au centre de la politique, en tant que fin et moyen, et de promouvoir le bien-vivre au lieu du bien-être*". E Morin préconisait alors "*deux axes essentiels, valables pour la France, mais aussi pour l'Europe : humaniser les villes, ce qui nécessiterait d'énormes investissements, et lutter contre la désertification des campagnes*".

Cette nouvelle politique de civilisation ne peut que passer par une reprise du contrôle d'un système économique qui s'impose mondialement, broyant les identités, manipulant les cultures et suscitant des réactions confessionnelles et ethniques. Ce n'est pas le chemin qui est pris.

Le pire n'est jamais certain et si le poète a raison quand il écrit que "*là où croît le péril croît aussi ce qui sauve*" (Hölderlin) nous rappelant par là que le danger peut nous aider peut-être à nous en sortir, il n'est que temps de prendre conscience des catastrophes qui nous menacent, sans panique mais avec détermination de changer le cours des choses.



Annexes I : CHARITÉ, PAUVRETÉ, SANTÉ, SOLIDARITÉ : UNE LONGUE HISTOIRE

Texte extrait du site de N.D de Pentecôte, Maison d'Église à la Défense (Paris) qui précise ses sources : La politique de santé en France - Bernard Bonnici - Que sais-je - Encyclopaedia Universalis, à cette adresse : <http://catholiques.aladefense.cef.fr>

Le Christianisme a développé l'idée de "Charité". Son Eglise va profondément marquer la notion d'assistance". L'Eglise drainera longtemps les fonds provenant de la charité privée.

- Au Moyen Age

La charité est le seul recours contre la maladie et la pauvreté, mais son caractère est facultatif et individuel. L'assistance médicale est rudimentaire et peu organisée. Elle se résume à la lutte contre l'indigence (les aumôneries monastiques). Saint Louis fonde cependant les Quinze Vingt pour ceux qui sont revenus aveugles des croisades. La pauvreté (30 à 40% de la population urbaine dans le sud vers 1380) devient un problème d'ordre public. Les institutions charitables sont débordées. Les autorités municipales s'en saisissent

- A la Renaissance

Les communes jouent un rôle croissant dans la vie politique. Chacune se met à nourrir ses pauvres et seulement les siens. (Des "Archers Chassegoux", par sécurité, refoulent ceux des autres communes.)

- Du XVIIème siècle à la Révolution

* 1633 - Saint Vincent de Paul fonde avec Louise de Marillac la communauté des Filles de la Charité : un embryon d'assistance sanitaire et médicale apparaît en faveur des vieillards indigents et des femmes en couche. Elle ne suffit pas à faire face aux grands fléaux dévastateurs de la rage, de la peste et des famines.

* 1670 - Louis XIV crée les Invalides pour les mutilés qui reviennent de la guerre.

L'aide à autrui, encore très limitée, se manifeste parallèlement au développement des foires et marchés, du commerce et de l'artisanat, autour des paroisses et communautés religieuses, mais aussi des confréries, corporations et compagnonnages.

En Allemagne, en Angleterre, le mouvement est similaire : "l'assistance publique" qui a un rôle sanitaire a plus le souci à cette époque de défendre la société contre les miséreux que celui de faire la charité. La pauvreté est un vice. Les pouvoirs mélangent protection et ségrégation / répression / détention ; asile et dépôt. Cette tendance se poursuivra au XIXe siècle.

* 1789 – 1794 - L'influence des philosophes

La pauvreté : un défaut des structures sociales. Le secours public : une dette sacrée. Dans la logique du Contrat social la pauvreté n'est plus considérée comme un vice. Elle est au contraire la conséquence d'un défaut des structures sociales. Jean Jacques Rousseau voit une violation du contrat social dès lors que l'individu a aliéné une partie de sa liberté à la société. Celle ci doit donc réparer ce manquement à son obligation contractuelle. "Les secours publics sont une dette sacrée :La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler."

En France cet esprit nouveau se traduit dans les textes de la Constitution. Des lois (1793 et An II) organisent un service national d'assistance. A cette fin, tous les biens sont enlevés aux établissements charitables, supprimant leurs privilèges et leurs ressources. En Allemagne, se crée une législation analogue (1794). En fait, cette législation révolutionnaire n'est pas immédiatement appliquée. Elle rencontre l'hostilité des milieux religieux et des pouvoirs communaux. Elle aura seulement pour résultat de proscrire l'idée de charité,... la

charité à la limite est dégradante la charité, "ce mot infâme"... dira Voltaire. Les fragiles fondements de l'entraide sociale naissante se brisent.

- XIXème siècle : liberté, libéralisme, paupérisme, "solidarisme"

Ce siècle sera imprégné par l'esprit de liberté. Cet idéal rencontrera d'ailleurs un écho dans de nouvelles doctrines économiques et dans la philosophie volontariste de Kant. Malthus affirme: :au grand banquet de la nature il n'y a pas de couvert vacant pour le pauvre"... Le pauvre ne peut prétendre à rien s'il est hors d'état de travailler, et si son entourage ne peut pas le nourrir. Malthus ira jusqu'au bout de la logique du laisser-faire. Sa pensée trouve aujourd'hui encore des échos. Le développement du libéralisme et des doctrines individualistes réduisit souvent l'assistance publique à un mécanisme inhumain et humiliant. Exemples : la création des "dépôts de mendicité" (1808), les conditions d'application de la loi pourtant "positive" sur les aliénés (1838).

La révolution industrielle, l'apparition du machinisme, le développement de l'urbanisme entraînent de profondes mutations sociales : exode de populations jeunes et pauvres des campagnes vers les villes pour trouver du travail, émigration, immigration, désagrégation des familles.

Les ouvriers tendent à se regrouper, malgré les interdictions existant dans certains pays. Ils vivent de terribles conditions de travail et l'insalubrité. Des faits de sociétés déviants apparaissent telles l'exploitation des femmes et des jeunes enfants. Le monde ouvrier devient menaçant. On reparle de paupérisme et de "défense sociale"... Des sociétés de secours mutuels s'organisent dans les manufactures (paravent derrière lequel se construit l'action syndicale). Des compagnies d'assurances, caisses d'épargne, monts de piétés se créent. Les premiers établissements hospitaliers privés apparaissent comblant les nombreuses déficiences des hôpitaux publics.

De nouvelles doctrines apparaissent :le "solidarisme" de Léon Bourgeois et, même le socialisme. Elles font reposer l'assistance sur l'interdépendance des membres au sein d'un groupement.

En 1884 se réunit à Paris un Congrès international de l'assistance publique, au cours duquel sont arrêtés un certain nombre de principes :

- principe de l'assistance obligatoire pour les collectivités selon lequel l'assistance est accordée dans le cadre territorial le plus proche de l'intéressé (domicile de secours) : l'État accorde simplement une participation financière;

- principe selon lequel l'assistance, apportée uniquement aux individus sans ressources qui ne peuvent travailler, est subsidiaire par rapport à toute autre forme d'aide, et notamment l'aide familiale.

Ces principes seront mis en application dès 1893 en France avec les grandes lois d'assistance 1893, 1904, 1905, en 1908 (Old Age Pension Act) en Angleterre.

XXème siècle : quelques grandes dates

* 1893- Aide Sociale et Assistance médicale gratuite (Loi du 15 juillet 1893)

* 1898 - Mutualité française : statut légal. La solidarité s'élargit au delà des corporations et des guildes de métiers comme en Angleterre et en Europe. Accidents du travail (Loi du 9 avril 1898)

* 1905 - Assistance aux vieillards et aux infirmes

* 1920 - un premier ministre de la santé en France.
 * 1919 - 1939 - "Assurances Sociales" : développement rapide des régimes maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès dans la plupart des pays européens et nord-américains à partir du modèle allemand.
 * 1945- Création de la Sécurité Sociale en France (ordonnance du 4 octobre). Elle devient l'"assureur obligatoire" pour les risques maladie, maternité, invalidité, accidents du travail.
 * 1946- le projet unitaire français de Sécurité sociale vole en éclat. Il se "balkanise" sous la pression de différentes catégories socioprofessionnelles. Chacun veut préserver ses spécificités (mineurs, marins, fonctionnaires, commerce, agriculteurs, professions libérales, etc.).
 Depuis lors nos systèmes de protection, ont été aménagés et sont devenus de plus en plus "généreux et généralisés" au risque des coûts.

* 1947- création de l'AGIRC : retraite complémentaire des cadres.
 * 1961 à 1979 -création de l'ARRCO : retraite complémentaire de base étendue à toutes les professions.
 * 1960- "les habits neufs d'Hippocrate" "du médecin-artisan au médecin-ingénieur" (Pr Claude Le Pen - Calmann Levy). Face à certaines cliniques privées, techniquement très concurrentielles, les plus grands hôpitaux publics coopérant avec un corps médical à plein temps de haute compétence et attirant un public de plus en plus exigeant, se transforment en Centres Hospitalo-Universitaires avec plateaux techniques de soins, de recherche et d'enseignement renommés internationalement.
 * 1999- Instauration de la couverture médicale universelle pour tous (C.M.U)

Annexe II : CHARITE / SOLIDARITE.

L'un de nous ayant fait valoir qu'il ne fallait pas opposer ces deux moyens d'aider les personnes qui sont les plus défavorisées dans une société, cela avait soulevé un tollé de déclarations protestataires. D'où la mise au point suivante de sa part :

« Revenons, comme nous le faisons habituellement aux définitions des mots:

Charité: -Principe de lien spirituel ou moral qui pousse à aimer de manière désintéressée.

-Amour mutuel des hommes considérés comme des semblables; humanité, philanthropie.

-Etablissements, Fondations, Congrégations ayant ces actes pour but.

Solidarité: -Dépendance mutuelle entre les êtres humains, existant à l'état naturel et due aux besoins qu'ils ont les uns des autres. Responsabilité mutuelle qui s'établit entre les membres d'un groupe social.

-Devoir moral, résultant de la prise de conscience de l'interdépendance sociale étroite entre les hommes et dans des groupes humains et qui incite les hommes à s'unir, à se porter entraide et assistance réciproque et à coopérer entre eux en tant que membres d'un même groupe social.

Don: -Action de donner, de céder gratuitement et volontairement la propriété d'une chose. Le don va avec l'idée de charité.

Redistribution: -Ensemble des opérations par l'intermédiaire desquelles une partie des revenus est prélevée sur certains agents économiques ou catégories sociales pour être reversée au bénéfice des autres. La redistribution va avec l'idée de solidarité.

Compassion: -Etymologiquement *com* (avec), *passio* (souffrance). Compatir c'est "souffrir avec". Il s'agit d'une attitude qui nous porte à être sensible à la souffrance des autres et qui nous pousse à y remédier par charité ou solidarité.

Empathie: -C'est une attitude qui rend capable de saisir ce qu'une personne vit émotionnellement, telle qu'elle le vit. C'est en quelque sorte la capacité de se mettre à sa place pour la comprendre "de l'intérieur", tout en restant conscient qu'il s'agit de l'expérience de l'autre.

Contrairement à ce qui se passe dans la compassion, dans l'empathie, nous ne sommes pas nécessairement touchés. Mais pour être capable de compassion il faut savoir être empathique.

Notons que "pitié" et "apitoiement" sont tous deux devenus péjoratifs, mais signifient originellement compassion, tout comme aussi "miséricorde" et son synonyme "commisération".

Quelques citations:

"Qui aurait besoin de pitié, sinon ceux qui n'ont compassion de personne". Albert Camus.

"Etre courageux sans compassion mène à la mort" Lao Tseu.

"La compassion est la base de toute moralité" Arthur Schopenhauer.

"Il y a beaucoup à dire contre la charité. Le reproche le plus grave qu'on puisse lui faire, c'est de n'être pas pratiquée" Georges Clémenceau.

"Celui qui demande la charité travaille plus pour son prochain que pour lui-même". Marcel Aymé.

"Désormais la solidarité le plus nécessaire est celle de l'ensemble des habitants de la terre". Albert Jacquard.

"Enseigner la compréhension entre les humains est la condition et le garant de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité". Edgar Morin.

Mise en perspective (succincte) de ces approches en fonction de l'histoire depuis le Moyen-Age:

Au Moyen-Age, la charité est le seul recours contre la maladie et la pauvreté, pauvreté qui atteint des niveaux élevés (de l'ordre de 30/40% de la population urbaine dans le Sud, vers 1380). Cette assistance est rudimentaire et peu organisée.

Les institutions charitables sont débordées, le problème est d'ordre public et les municipalités s'en saisissent.

La charité est donc bien, dans notre histoire "moderne" (par rapport à l'histoire antique) le premier mode d'aide pour les plus déshérités ou les malades. Léproseries, aumôneries sont ces institutions qui traduisent cette "assistance." La religion chrétienne et son Eglise y ont joué un rôle incontestable.

Petit à petit la notion de solidarité apparaît, et au 17ème siècle, il y a les paroisses et les communautés religieuses mais aussi les confréries, les corporations et le compagnonnage, qui organisent cette solidarité autour du travail. Mais cette aide est encore très limitée, et puis cette "assistance publique" est plus préoccupée de défendre la société contre les miséreux que celui de les aider. La pauvreté est considérée comme une tare, un vice. Protection, ségrégation, répression détention, asile et dépôt sont les mélanges qui ont cours à cette époque.

Ces tendances continueront au 18ème siècle avec des évolutions dues aux philosophes. La pauvreté est considérée comme un défaut des structures sociales, le secours public

devient une dette sacrée et la pauvreté n'est plus considérée comme un vice (contrat Social de J.J. Rousseau). Cet esprit nouveau se traduit dans les textes de la Constitution de 1793. Tous les biens sont enlevés aux établissements charitables supprimant leurs privilèges et leurs ressources.

En réalité cette législation ne sera pas appliquée, car elle rencontrera à la fois l'obstacle des milieux religieux et des pouvoirs communaux. Mais elle aura pour résultat de proscrire l'idée de charité (la charité, "ce mot infâme" dira Voltaire) et de briser les fragiles fondements de l'entraide sociale naissante.

Le 19^{ème} siècle est dominé par les notions de liberté, libéralisme, paupérisme, "solidarisme".

Le libéralisme et les doctrines individualistes (qui trouvent aujourd'hui des échos avec le néo-libéralisme bien plus radical et même par certains aspects contraire aux doctrines libérales de base, et l'excès d'individualisme que l'on connaît depuis les dernières décennies) réduisirent souvent l'assistance publique à un mécanisme inhumain et humiliant. Question au passage: "dans cette évolution est-ce un progrès par rapport à la notion d'origine de charité?"

Finalement cette notion de solidarité, si importante pour une société, s'est développée dans et par le monde du travail pour faire face au paupérisme ambiant, au travers des manufactures, des syndicats. La notion d'assurance se développe, c'est une démarche proprement solidaire, puisque le principe est qu'en mutualisant des versements on peut aider ceux qui connaissent des événements préjudiciables..

Le "solidarisme" et le "socialisme" font reposer l'assistance sur l'interdépendance des membres.

1884 est une date importante: réunion à Paris du Congrès international de l'assistance publique.

1893, 1898, 1904, 1905: grandes lois d'assistance

20^{ème} Siècle: La solidarité se développe.

1920: 1^{er} ministre de la santé.

1919-1939: Assurances sociales. Mise en place de ces régimes à partir du modèle allemand.

Mais surtout 1945: Création de la Sécurité Sociale, qui faisait partie des projets du Conseil National de la Résistance.

1947: AGIRC . 1961 à 1979: ARRCO.

1999: CMU.

Mais depuis les dernières décennies, sous la pression d'idéologies libérales ou plutôt néolibérales portées par des organismes internationaux parmi lesquels on peut citer l'Europe et sa Commission toujours en pointe dans ce domaine, avec la montée du sentiment individualiste, il semble qu'on veuille quitter ce système de solidarité (symbolisé par l'expression trente glorieuses) qu'on accuse de tous les maux pour en revenir à un système prétendument naturel et plus efficace économiquement auquel on donne souvent le nom "Darwinisme social" dénaturant ainsi les 2 termes, celui du nom prestigieux de Darwin et celui de social puisqu'il s'agit de l'antithèse de ce mot.

Et c'est bien là qu'on retrouve le cœur de notre sujet pour cette année "comment faire société" car il convient d'analyser les différents groupements sociaux, ainsi que les lieux où ce lien de Société se fabrique pour mieux comprendre en quoi l'évolution récente des mœurs, des façons de vivre ont pu le modifier, voire le dégrader, comme on en a l'impression bien souvent, et en partant de cette analyse, imaginer de nouveaux schémas pour le reconstituer ou le renforcer.

Des questions transversales comme le rapport entre générations, la montée de l'individualisme, la montée parallèle du "communautarisme" au sein de certaines populations, l'évolution de la notion de solidarité (sujet de cette contribution) de l'altruisme, au plan national et mondial, méritent une approche particulière également.

Bibliographie :
















- BENTOLILA Alain, Le verbe contre la barbarie – Apprendre à nos enfants à vivre ensemble – O. Jacob
BOUVIER Pierre, Le lien social – Folio Essais – Paris 2005
CASTEL Robert, Les métamorphoses de la question sociale - Fayard, 1995
CASTEL Robert, L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ? - Seuil, 2003.
DE SINGLY François , l'individualisme est un humanisme - l'aube poche essai
DURKHEIM Emile, De la division du travail social – PUF – Paris 1991
GÜNTHER Anders L'Obsolescence de l'homme - Ivrea, 2001.
HONNETH Axel, La Société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique - La Découverte, 2006.
JAVEAU CLAUDE, article sur le lien social dans l'encyclopaedia universalis – 2007
LE BLANC Guillaume, Vies ordinaires, vies précaires - Seuil, 2007.
MANDROU Robert, article sur les mentalités l'encyclopaedia universalis – 2007
NAÏR Samir, Un détournement, N. Sarkozy et la "politique de civilisation" - Gallimard .
PAQUOT Thierry, Terre urbaine. Cinq défis pour le devenir urbain de la planète - La Découverte, 2006.
REY Olivier, Une folle solitude. Le fantasme de l'homme autoconstruit, éd. du Seuil, 2006.
RIESMANN David, La Foule solitaire (préface d'Edgar Morin) - Arthaud. 1964.
SIMMEL Georg, Études sur les formes de la socialisation - Puf, 1999.
TAHAR BEN JELLOUN, La plus haute des solitudes, misère sexuelle d'émigrés nord-africains - Seuil, 1977
TÖNNIES Ferdinand, Communauté et société : catégories fondamentales de la société pure, 1887 – Rééd. Retz
CEPL – Paris 1977
Documents de la Commission islam et laïcité sur le Communautarisme
Encyclopaedia Universalis (2007), Wikipedia et autres ressources sur Internet
Divers journaux, dont Les échos, le Monde, le Monde diplomatique, Politis, Alternatives économiques, Les chiffres de l'économie (n° 74) ...

Les réunions du **Club de Citoyens des Amis de l'Instruction Laïque de Ste Anne** (Marseille 8^{ème}) sont ouvertes à qui veut bien y prendre part; il n'est exigé qu'une seule chose: la volonté d'échanger et de **s'informer par l'échange**. Notre conception de la citoyenneté nous interdit toute prise de position partisane, et chacun a le droit d'y exprimer librement ses opinions pourvu qu'elles se placent dans le respect des principes républicains, qu'elles soient argumentées et qu'elles puissent être contestées. Refusant les positions partisans, nous n'en sommes que plus armés pour revendiquer notre droit de faire de la Politique, c'est-à-dire armer chacun des participants pour prendre sa part du débat public et citoyen, et intervenir dans les instances où il estime ensuite nécessaire et utile de s'engager.

Pour en connaître le calendrier on peut contacter sa présidente Mme Suzanne Guilhem.

Chacune de nos réunions mensuelles fait l'objet d'un compte-rendu écrit et donne lieu en fin d'année à un document de synthèse. Celui que vous avez entre les mains résume les échanges de l'année 2007-2008 et fait partie d'une série réalisée au fil des réflexions des années précédentes.

Les sujets suivants ont été édités et sont disponibles auprès de
Suzanne Guilhem 23 bd Luce – 13008 Marseille – Tél. 04 91 22 74 07 –
courriel: suzanne.guilhem@wanadoo.fr

-  travail, emploi, chômage, partage du travail (92/93)
-  immigration, nationalité, intégration (93/94)
-  à propos de la ville (94/95)
-  à propos de la démocratie (95/96)
-  libertés publiques, libertés individuelles (96/97)
-  solidarité, solidarités (97/98)
-  l'économie, au service des hommes ? (98/99)
-  pouvoir ou impuissance du citoyen ? (1999 –2000)
-  création du lien social (2000-2001)
-  décentralisation, organisation du territoire...(2001-2002)
-  le développement durable (2002-2003)
-  l'Europe un rêve, une réalité, un rêve à réaliser (2003-2004)
-  Les Services Publics (2004–2005)
-  Quel est l'état de notre planète ? Demain sera-t-il trop tard (2005–2006)
-  La mondialisation (2006-2007)

Edité par

Fédération des Amis de l'Instruction Laïque des Bouches du Rhône (FAIL 13)
Ligue de l'Enseignement
27 rue Mazargan 13001 MARSEILLE Tél. 04 91 24 31 60 – Fax 04 91 47 47 49
courriel: fail13@laligue.org